

POUVOIR ADJUDICATEUR

(Organisme contractant)

CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DU VAL D'OISE

(Organisme de droit privé chargé de la gestion d'un service public)

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

ORGANISME

ADRESSE DU SIEGE :

Caisse d'allocations familiales du Val-d'Oise
13 boulevard de l'Oise
95000 CERGY

ADRESSE POSTALE :

Caisse d'allocations familiales du Val-d'Oise
TSA 66922
95018 CERGY-PONTOISE CEDEX

OBJET DU MARCHE

MARCHE DE TRAVAUX DE CLOISON ET FAUX PLAFONDS RELATIF A L'ENTRETIEN, LA MAINTENANCE ET LA REPARATION DES BATIMENTS DE LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DU VAL D'OISE

MAPA N° 191/2025 – Marché publics de travaux

Code nomenclature française :

50700000- 2 Services de réparation et d'entretien d'installations de bâtiments

Code CPV :

5421152-4 – Installation de cloisons
44112310-4 – Cloisons

DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES

06 OCTOBRE 2025 A 11 H 00 - TERME DE RIGUEUR

Aucune transmission de plis par voie papier n'est autorisée pour cette consultation. La Caf du Val d'Oise impose la transmission des documents par voie électronique à l'adresse suivante : www.marches-publics.gouv.fr

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE.....	3
ARTICLE 2 – NATURE DES PRESTATIONS ATTENDUES	3
ARTICLE 3 – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	3
3.1 – Lieux d'exécution	3
3.2 – Conditions d'intervention	3
3.3 – Etablissement d'état des lieux	3
ARTICLE 4 – CONDITIONS DE REALISATION DES TRAVAUX AU COURS DE L'EXECUTION DU MARCHE	4
4.1- Etablissement de devis préalable	4
4.2 - Forme des commandes	4
4.3 - Délai d'intervention d'urgence	4
4.4 - Liaison avec l'entreprise titulaire	5
4.5 - Accès aux locaux – Nettoyage de chantier	5
4.6 - Approvisionnements de chantier	5
ARTICLE 5 – MODALITES DE SUIVI ET VERIFICATIONS DES PRESTATIONS	6
5.1 – Personnel d'intervention du titulaire	6
5.2 – Désignation des agents	6
5.3 – Gestion des aléas techniques et des aléas humains	6
5.4 – Vérifications des travaux	6
5.5- Réception des ouvrages	7

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet de préciser les conditions et modalités techniques du marché, que l'organisme contractant entend passer pour la réalisation des prestations de travaux d'entretien, de maintenance et de réparation de cloison et faux plafonds pour l'ensemble des bâtiments de la Caf du Val d'Oise.

ARTICLE 2 – NATURE DES PRESTATIONS ATTENDUES

L'entreprise sera amenée, entre autres, à :

- Déposer des cloisons, faux-plafonds...,
- Créer des nouvelles cloisons et des nouveaux faux-plafonds ...,
- Fournir de matériel (dalle de faux plafonds...).

ARTICLE 3 – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

3.1 – Lieux d'exécution

Caf du Val-d'Oise – siège social

13 boulevard de l'Oise
95000 CERGY

Caf du Val-d'Oise - Agence d'Argenteuil

95 boulevard Héloïse
95815 ARGENTEUIL

Caf du Val-d'Oise - Agence de Sarcelles

43 avenue Marius Delpech
95200 SARCELLES

3.2 – Conditions d'intervention

De manière générale, les travaux auront lieu pendant les heures de bureau de l'organisme, la plage horaire fixée étant de 7h30 à 18h30.

De façon ponctuelle ou en cas d'urgence, certains travaux pourront être exécutés en dehors des plages horaires précitées ou bien le samedi, dimanche et jours fériés.

Le personnel de l'entreprise devra impérativement se présenter au PC de sécurité ou aux responsables de sites afin de prévenir de leur présence dans l'établissement, à l'arrivée et au départ de chaque intervenant, pour des raisons de sûreté.

Il devra **obligatoirement** remplir le bon d'attachement délivré par la Caf. Sur ce bon d'attachement, il sera inscrit la prestation réalisée, les pièces changées, le nombre d'heures passées sur site, à réaliser la prestation, ainsi que le nom des intervenants. Le temps de repas doit être décompté du temps inscrit sur le bon d'attachement.

Celui-ci permet le paiement des factures. Sans bon d'attachement, la Caf ne procédera pas au règlement de la facture.

Le(s) titulaire(s) devra respecter les normes en vigueur et applicables à l'objet du marché dans l'exécution de sa prestation.

3.3 – Etablissement d'état des lieux

Un état des lieux pourra être établi contradictoirement avant le commencement des travaux ainsi qu'à la fin de l'ouvrage.

Ces deux états seront formalisés chacun par un PV qui sera opposable au titulaire, ce dernier étant responsable des éventuelles détériorations qui lui seraient imputables, durant l'exécution de ses chantiers.

En cas de non-respect des obligations citées, les pénalités de l'article 17 du CCAP pourront s'appliquer.

ARTICLE 4 – CONDITIONS DE REALISATION DES TRAVAUX AU COURS DE L'EXECUTION DU MARCHE

4.1 - Etablissement de devis préalable

Avant l'établissement de tous travaux, un représentant qualifié de l'entreprise titulaire devra avoir visité les lieux, objet de travaux, pour établir un devis sur la base des prix figurant aux bordereaux de prix concernés (voir le BPU).

Le devis devra être adressé au maximum dans les 5 jours ouvrés à réception de la demande.

Le Titulaire sera réputé connaître les lieux, aucune réclamation relative à des imprécisions portant sur des points apparents ou aisément vérifiables, ne pourra être opposée à la Caf du Val d'Oise pour justifier d'un supplément de prix.

Tous les devis demandés seront détaillés local par local, poste par poste et décomposés en fonction des désignations indiquées dans le BPU. Les ensembles ne sont pas admis. Sur le devis, il devra figurer, la main d'œuvre, le détail de la fourniture et le déplacement.

Il conviendra également d'indiquer le délai d'approvisionnement des matériaux et de fournir les fiches techniques des matériaux à mettre en œuvre. Celles-ci seront validées par la Caf.

En cas de changement de matériel ou de pièces détachées, le prestataire doit effectuer le remplacement avec un matériel de marque et de référence identique à celui d'origine. Si la marque d'origine n'est plus ou pas disponible, un matériel équivalent sera admis après accord préalable du gestionnaire du marché.

4.2 - Forme des commandes

Les commandes seront émises par le service immobilier au fur et à mesure des besoins, en fonction des devis établis par la société.

Chaque bon de commande communiqué au titulaire avant le début d'exécution de la prestation, portera la signature du "Directeur de l'organisme contractant" ou de son délégataire. Il sera notifié au titulaire à l'adresse mail fourni par lui à cet effet.

La Caf du Val d'Oise peut émettre des bons de commande « estimatif » lorsqu'il y a un caractère d'urgence. Le bon de commande définitif est ensuite régularisé en fonction du devis transmis.

Si la prestation n'est pas réalisée dans les délais indiqués par l'entreprise, la Caf se réserve le droit d'annuler l'ordre de service et de passer avec un concurrent aux frais du titulaire du marché.

4.3 - Délai d'intervention d'urgence

Le titulaire devra avertir la Caf de tout retard dans ses délais d'approvisionnement.

Pour ce qui est des dépannages qui relèvent de l'urgence, le titulaire devra pouvoir intervenir pendant les heures de bureau de 7h30 à 18h30, sur simple appel de l'Organisme ou envoi de mail, ainsi que le samedi, dimanche et jours fériés.

Il assurera une intervention pour une opération de dépannage urgente, **dans un délai maximum de 4 h**, à partir de la demande émanant de l'Organisme.

Toutefois, si la demande d'intervention a lieu après 16h00, le dépannage pourra s'effectuer le lendemain matin à la première heure.

Les prestations urgentes sont celles relevant de la sécurité des personnes et des biens, perte d'exploitation ou de la sûreté des locaux.

4.4 - Liaison avec l'entreprise titulaire

Toutes les conditions d'exécution impliqueront donc en permanence la possibilité de joindre l'entrepreneur facilement ou son chargé d'affaires dûment mandaté, à cet effet, les candidats compléteront (l'annexe 1) interlocuteur dédié de CCAP).

En cas d'absence de l'entrepreneur ou de son représentant habituel, le titulaire devra mandater un interlocuteur de l'entreprise dûment qualifié et responsable pour prendre toute décision aussi rapidement que possible.

Il convient qu'au moins une personne de l'équipe, présente sur le chantier, s'exprime, lise et écrive correctement en français.

4.5 - Accès aux locaux – Nettoyage de chantier

L'entrepreneur et ses préposés auront accès aux locaux de l'organisme contractant et respecteront le règlement intérieur de chaque établissement et les conditions d'intervention définies lors des bons de commande (port de badge...).

Les circulations ou issues des chantiers sur lesquels ils interviendront ne devront pas être encombrées par les produits ou matériels du titulaire.

L'entreprise devra prévoir un périmètre de sécurité.

Les entrées et sorties du personnel et du matériel seront contrôlées lors du passage obligatoire par le service sécurité.

L'entrepreneur assurera le gardiennage de son ou ses chantiers pendant son intervention.

Il sera seul responsable des accidents ou dommages de toutes natures qui surviendraient à son personnel, à son matériel et à des tiers ou à leur matériel ainsi qu'aux personnels et équipements de la Caf, du fait ou à l'occasion de la réalisation des travaux.

Le titulaire prendra note que les locaux, objet des travaux pourront être occupés par du personnel et du public.

Le titulaire devra procéder obligatoirement au dégagement et au nettoyage de ses chantiers ainsi qu'à la remise en état des locaux où les travaux seront exécutés et ce, à l'issue de chaque journée de travail.

Le nettoyage du chantier et la mise en décharge sont à inclure dans le BPU, il ne pourra être mis une ligne dans le devis nettoyage de chantier ou pour une mise en décharge.

Ces points pourront être revus en fonction de l'importance du chantier.

4.6 - Approvisionnements de chantier

Les livraisons devront être réceptionnées par un représentant habilité du titulaire.

A défaut elles seront refusées.

ARTICLE 5 – MODALITES DE SUIVI ET VERIFICATIONS DES PRESTATIONS

Pour la gestion et le contrôle des prestations à la charge du Titulaire, le Pouvoir Adjudicateur désignera les représentants qui seront les interlocuteurs du titulaire, à savoir en l'espèce, la Responsable du service immobilier, ou son représentant lequel sera chargé de diriger l'exécution des travaux, d'en proposer la réception et le règlement, ainsi que d'assurer par ses directives le suivi technique des travaux et des prestations demandées.

Le Titulaire désignera un responsable de site et un responsable de marché, qui seront les seuls interlocuteurs de la Caf du Val d'Oise.

5.1 – Personnel d'intervention du titulaire

Le Titulaire désignera nommément la ou les personnes susceptibles d'intervenir sur les équipements concernés.

Le Titulaire mentionnera dans son mémoire technique l'organisation qu'il compte mettre en œuvre dans le cadre des prestations attendues.

5.2 – Désignation des agents

Les personnes désignées par le Titulaire sont seules autorisées pour l'exécution des travaux, objet du(s) présent(s) marché(s). Elles possèdent la qualification professionnelle et l'habilitation pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées. Le Titulaire devra présenter les justifications correspondantes à chaque demande de la Caf.

Si les interventions sont réalisées par une équipe, le responsable est nommément désigné par le Titulaire. Il sera l'interlocuteur désigné pour la Caf du Val d'Oise. Toute nomination ou changement de responsable est soumis à l'agrément préalable de la Caf.

La Caf peut demander à tout moment le remplacement du personnel d'intervention, pour des motifs professionnels ou autres, dans un délai de 15 jours, ce délai peut être réduit à 24 heures si le motif provient d'un non-respect des clauses du présent marché ou en cas de faute grave.

5.3 – Gestion des aléas techniques et des aléas humains

En cas de survenu d'un aléa technique (panne de véhicule, accident, ...) ou d'aléa humain (absence du technicien, grève, ...), le titulaire du marché s'engage à prévenir la Caf dans les plus brefs délais, par mail ou téléphone.

Le titulaire s'engage à reprogrammer son intervention dans un délai de 5 jours ouvrés maximum et de prévenir de la date d'intervention le service gestionnaire.

5.4 – Vérifications des travaux

Les opérations de vérifications préalables à la réception des travaux prescrits par bons de commande seront effectuées conformément aux dispositions du présent CCTP.

Il sera opéré régulièrement, en cours d'exécution des travaux, à des vérifications en vue de contrôler les conformités aux prescriptions contractuelles et ce, afin de garantir la qualité technique demandée dans le strict respect des conditions de coût et de délai demandés.

5.5 - Réception des ouvrages

La réception des ouvrages se fera à l'achèvement de l'ensemble des travaux relatifs à l'exécution de l'opération commandée.

Elle ne pourra intervenir qu'après l'exécution des travaux de reprise si nécessaire, elle pourra donner lieu à l'établissement d'un PV de réception, notifiant au titulaire la réception des ouvrages et permettant le paiement.

Pour les travaux de moindre importance, la mise en règlement de la facture correspondante vaudra notification sans réserve de la réception des ouvrages.

La signature du PV (pour les travaux importants) ou l'attestation de la facture (pour les travaux de moindre importance), fait courir le délai de garantie.

En tout état de cause, il est demandé, pour chaque prestation, à l'entreprise de remplir le bon d'attachement précisant la nature des prestations effectuées ainsi que le nombre d'heures réalisées. A défaut, le paiement de la prestation pourra être suspendu.